

Référendum sur l'immigration : chiche ?

Article rédigé par Yvan Blot, le 12 février 2018

source [Boulevard Voltaire] Macron assure qu'il veut renvoyer les immigrés illégaux. Les sondages donnent 65 à 70 % de personnes qui trouvent trop élevé le nombre des étrangers. Macron a-t-il la base sociale pour aller dans ce sens ? Il est l'élus de la bourgeoisie cosmopolite. Selon l'étude Ipsos-Sopra Steria de juillet 2017, « *les clivages sociaux restent un discriminant très net : 77 % des ouvriers jugent qu'il y a trop d'étrangers en France contre 66 % des employés, 57 % des professions intermédiaires et 46 % des cadres* ».

Les dirigeants de l'oligarchie, notables de LREM, élus grâce à leur investiture, dirigeants d'associations pro-immigrés minoritaires, très grand patronat notamment financier, médias « officiels », universitaires de gauche sont hostiles à cette nouvelle orientation de Macron. Va-t-il passer outre ? Peut-il passer outre ?

Quand la société est divisée avec, d'un côté, le peuple, de l'autre, les représentants d'organisations oligarchiques qui dirigent en fait le pays et qui bloquent toute réforme, il n'y a qu'une seule solution pour faire triompher la démocratie : le référendum.

En Suisse, par exemple, la votation populaire « contre l'immigration de masse » a été adoptée par le peuple le 9 février 2014. Le texte voté prévoit des quotas d'étrangers « *selon les besoins de l'économie dans le respect du principe de préférence nationale* ». Tous les partis étaient hostiles, sauf un seul, le plus important parti suisse (30 % des voix) : l'Union démocratique du centre.

Le clivage entre les élites politiques et le peuple se retrouve à l'étranger. La Commission européenne envisage de se venger sur les étudiants suisses en les excluant des programmes d'échanges universitaires subventionnés. Mais, selon un sondage *Blick* du 15 février 2014, 61,8 % des Allemands, 69,7 % des Français et 77,5 % des Anglais se montreraient « favorables » ou « plutôt favorables » à un modèle comparable à l'initiative « contre l'immigration de masse » acceptée en Suisse (*RTS Info*).

La question qui se pose en France est de savoir si un Président élu par la classe bourgeoise cosmopolite et sur une faible base numérique (24 % seulement des voix au premier tour de l'élection présidentielle) peut faire une politique inverse de celle de ses électeurs. On n'imagine guère l'oligarque Macron se lancer dans un référendum. Alors, comment franchira-t-il l'obstacle de ses propres réseaux oligarchiques ?

La question du référendum se pose aujourd'hui en Europe, partout où la classe oligarchique dominante s'oppose aux souhaits du peuple qui souffre de l'immigration, de l'insécurité et du chômage.

En matière d'immigration, la France viole les trois principes de sa devise : Liberté, Égalité, Fraternité. Le fait que le peuple ne puisse rien dire sur l'immigration, en l'absence de référendum, est une atteinte évidente à la liberté. Qu'en pense M. Macron ? Les sociologues ont montré que la bourgeoisie cosmopolite évitait le contact avec les migrants dans le logement et à l'école. Les inconvénients concrets de la migration, c'est pour

le peuple ! Pas d'égalité. Qu'en pense Macron ? Enfin, le sociologue américain Robert Putnam a montré que la diversité ethnique détruisait la solidarité et la fraternité. Plus la population est diverse, plus la méfiance est grande entre les individus. Donc, baisse de la fraternité. Qu'en pense Macron ?

Il est difficile de faire une politique contraire aux idées de sa base sociologique. Seul le peuple, consulté par référendum, peut lever l'obstacle. En l'absence de ce recours au peuple, Macron a peu de chance de réussir à réduire l'immigration de façon concrète, même s'il le voulait vraiment.